



**HAL**  
open science

# Être catalan ou/et républicain dans la communauté catalane émigrée en France au XXe siècle

Phryné Pigenet

► **To cite this version:**

Phryné Pigenet. Être catalan ou/et républicain dans la communauté catalane émigrée en France au XXe siècle. Catalonia, 2017, 20, pp.3-13. hal-03650567

**HAL Id: hal-03650567**

**<https://hal.science/hal-03650567>**

Submitted on 25 Apr 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Etre catalan ou/et républicain dans la communauté catalane émigrée en France au XX<sup>e</sup> siècle**

**Phryné PIGENET**  
IDHES, Paris X Nanterre  
phrynepigenet@gmail.com

**Résumé :** Les Catalans installés en France dans le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, peu nombreux, mais concentrés dans un grand sud-ouest, issus de migrations du travail et d'exils politiques successifs, oscillent entre un républicanisme espagnol et un catalanisme culturel. Le complot Macianiste de Prats de Mollo (1926) précipite la construction d'une identité à la fois républicaine et catalane qui se manifeste dans le soutien apporté au camp républicain pendant la guerre d'Espagne. L'entrée en France de dizaines de milliers de Catalans républicains, après la victoire franquiste, pérennise une identité originale qui sans cesser d'être républicaine doit également affirmer sa catalanité face à la double répression du régime franquiste, sans se laisser absorber par le creuset français. Au travers de l'étude des associations, actives jusqu'au dernier tiers du siècle, on peut suivre l'évolution de cette identité coincée entre fidélité aux idéaux républicains et catalans et adaptation à la société d'accueil.

**Abstract:** The Catalans installed in France in the first quarter of the XXth century, few, but concentrated in a big southwest, stemming from migrations of the work and from successive political exiles, oscillate between a Spanish republicanism and a cultural catalanisme. The plot macianiste of Prats de Mollo (1926) precipitates the construction of an identity at the same time republican and Catalan which shows itself in the support brought to the republican camp during the Spanish Civil War. The entrance to France of tens of thousand republican Catalans, later the pro-Franco victory, perpetuates an original identity which without stopping being republican also has to assert its catalanity in front of the double repression of the pro-Franco regime, without being absorbed by the French melting pot. Through the study of associations, active up to the last third of the century, we can follow the evolution of this identity cornered between loyalty to the republicans and Catalans ideals and adaptation to the society of reception.

**Mots-clés :** Identité, Républicanisme, Catalanisme, Associationnisme, Exils espagnols, Anti franquisme, Migrations, Intégration.

**Keywords:** Identity, Republicanism, Catalanisme, Associationism, Spanish exiles, Anti Francoism, Migrations, Integration.

Etre catalan ou républicain renvoie à une identité à la fois culturelle et politique. Cependant si se dire républicain relève d'une identité revendiquée qui touche une part plus ou moins importante de la communauté espagnole en France, il est plus difficile d'affirmer que l'ensemble de la communauté catalane émigrée partageait, au début du

XX<sup>e</sup> siècle, une même identité nationale<sup>1</sup>. En effet, pour que l'on puisse parler d'identité catalane, celle-ci doit avoir conscience d'une communauté de destin et de traits distincts des Français, bien sûr, mais aussi des autres Espagnols. Or, les études d'autres mouvements migratoires, tels les Italiens en France ou aux États Unis, montrent que ces derniers qui se définissaient comme piémontais, siciliens, etc. au moment de la migration, vivaient un processus d'italianisation au contact de populations qui affirmaient leur appartenance à un autre État nation.

Ce processus aurait dû toucher les Catalans émigrés pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'ils arrivent dans un pays de tradition jacobine, à forte identité nationale qui ne connaît administrativement et juridiquement que les ressortissants d'États Nations. La catégorie « catalan » n'apparaît jamais dans les recensements ou les statistiques françaises. C'est une infra catégorie. Pour l'administration française, un Catalan est un Espagnol, au même titre qu'un Castillan ou un Andalou, et dépend d'un consulat espagnol. De plus, les autorités françaises se montrent très méfiantes envers tout ce qui peut apparaître comme un danger autonomiste ou séparatiste. D'autant qu'existe en France même une province catalane dont une minorité, peu influente certes, mais marquée politiquement, entretient une haine tenace contre le centralisme et la république.

Venant d'une région en voie d'industrialisation rapide, plus proches que leurs compatriotes des idéaux et des valeurs de la République française, on peut aussi penser que les Catalans sont les plus prédisposés des Espagnols à une assimilation rapide au pays d'accueil.

Avant de pouvoir confirmer ou infirmer l'expression d'une identité catalane, le chercheur se heurte donc à une première difficulté : dénombrer d'abord les Catalans. Une fois le groupe délimité et localisé, comment mesurer leur degré de catalanité ? Sur quels critères s'appuyer ? Doit-on se contenter de la biographie de quelques personnalités ou tenter d'évaluer le degré d'identification de l'ensemble de la communauté ? Or cette communauté ne s'est installée en France ni durant les mêmes périodes, ni pour les mêmes motifs. Les uns sont venus pour fuir la misère, d'autres ont dû s'exiler pour échapper à des répressions multiples. Tant le niveau de conscience que la relation au pays de départ ne favorisent pas a priori l'émergence d'une identité commune. Il en va autrement après 1939 quand s'installent en France un grand nombre de réfugiés, marqués par une forte identité laquelle est sans cesse réactivée par l'acharnement de Franco contre la Catalogne.

C'est pourquoi nous développerons deux parties bien distinctes chronologiquement. Dans la première qui va de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1939, l'identité catalano-républicaine est en construction : si elle tient compte des soubresauts du pays de départ, elle doit aussi s'adapter aux réalités du pays d'accueil. Dans la seconde qui démarre avec l'arrivée des réfugiés de la *Retirada*, l'enjeu n'est plus de construire, mais de maintenir coûte que coûte en exil, en attendant le retour, une identité que l'on s'efforce d'étouffer en Catalogne même.

---

<sup>1</sup> Cf. BRUBAKER, Roger. « Au-delà de l'identité ». *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, n°139 (2001/4) p. 68-85. Pour cet auteur la notion d'identité tend à signifier trop (quand elle est entendue au sens fort), trop peu (quand elle est entendue au sens faible), ou même rien du tout (du fait de son ambiguïté).

## **1. La construction difficile d'un catalanisme politique et culturel et la synthèse réussie du colonel Macià**

### **1.1. Une communauté faible numériquement, diverse sociologiquement, mais concentrée géographiquement**

La Catalogne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est en cours d'industrialisation. À ce titre elle est devenue une région d'immigration qui attire une main d'œuvre issue des régions les plus pauvres d'Espagne<sup>2</sup>. Mais, quand la conjoncture économique ou politique se dégrade, elle retrouve une tradition migratoire vers le Nouveau Monde ou vers la zone frontalière accessible par route et par train<sup>3</sup>, sans compter les chemins muletiers pyrénéens qui facilitent la contrebande. Les courants migratoires pour motifs économiques ne sont ni importants, ni réguliers. Il faudra la crise du phylloxéra ou les performances économiques médiocres de la période de la Restauration pour attirer vers la France des vigneron ruinés ou des ouvriers en quête de meilleures conditions de vie et de travail. Soulignons au passage que la Grande Guerre n'est pas une période de grande migration catalane, alors que beaucoup d'Espagnols sont appelés pour combler les vides de l'agriculture. Les commandes passées à l'industrie catalane par les pays en guerre favorisent le plein emploi et dissuadent les candidats à la migration.

Ces flux finissent par créer un stock permanent qui a tendance à se fixer près de la frontière. Les fichiers consulaires ou les dossiers de naturalisation<sup>4</sup> nous permettent de dessiner les zones d'implantation : le grand sud ouest et en particulier les départements des Pyrénées Orientales, de l'Hérault, de l'Aude, de l'Ariège et de la Haute Garonne regroupent l'essentiel des Catalans résidant en France. Les Bouches du Rhône et la Seine possèdent également des communautés importantes. Quant aux autres Catalans, dilués dans l'espace français, ils sont invisibles.

Les motifs économiques ne sont pas le seul facteur de départ. Les soubresauts politiques du pays voisin se traduisent par des vagues d'exil : républicaines ou carlistes au XIX<sup>e</sup>, anarchistes, socialistes, communistes, catalanistes dans ce premier XX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Les exilés politiques sont a priori plus instables que les émigrés économiques, font moins souvent souche dans le pays d'accueil, arrivent rarement en famille. Dotés d'une conscience politique, ils sont souvent, mais pas exclusivement, issus de milieux plus aisés ou intellectuellement mieux formés.

Il n'est pas étonnant que, compte tenu de la variété des origines, la communauté se caractérise aussi par une grande diversité des statuts sociaux : depuis l'artiste attiré par la capitale française jusqu'à l'ouvrier agricole, chassé de sa campagne natale par la misère, en passant par les ouvriers de l'artisanat ou de l'industrie en quête d'un meilleur niveau de vie ou chassés par la répression, les commerçants et artisans ayant réussi leur

---

<sup>2</sup> Cf. SANCHO I VALVERDE, Socorro et ROS I NAVARRO, Carme. « La població de Catalunya en perspectiva històrica ». *La Societat catalana*. Barcelona : Institut d'Estadística de Catalunya, 1998, p. 92.

<sup>3</sup> La ligne de train Ripoll-Puigcerdà est inaugurée en 1922. Un nouveau tronçon la raccorde à la Tour de Carol en 1929.

<sup>4</sup> *Archives du Consulat de Toulouse et de Paris*, fichier des inscrits de 1939 à 1968. Parmi les données fournies figure la date d'entrée en France qui est loin d'être concomitante avec la date d'inscription. C'est pourquoi les registres constitués à partir de 1939 sont également une source pour les immigrés antérieurs à 1939. À Toulouse, les Catalans représentent 20,6% des inscrits entrés avant 1936 contre 13,6% à Paris. Les archives de naturalisation sont une autre source : *Archives de la Haute Garonne* (ADHG) 1725/1 à 59, année 1956, *Archives des Pyrénées Orientales* (ADPO) 113w 268 à 298, Sous préfecture de Céret de 1946 à 1962, *Archives Nationales* (AN) 1946.

<sup>5</sup> CANAL, Jordi, CHARLON Anne, PIGENET, Phryné coord. *Les exils catalans en France*. Paris : PUPS, 2005.

installation en France et les intellectuels ou cadres politiques en délicatesse avec le pouvoir. L'appartenance majoritaire aux couches populaires des villes et des campagnes n'exclut pas la présence d'élites politiques et économiques, susceptibles de devenir des porte-paroles. Ces facteurs et une forte concentration géographique seront à l'origine d'un associationnisme actif. L'étude de ces associations reste un des seuls moyens d'appréhender l'expression de l'identité de la communauté catalane de France. Or dans le premier quart du siècle, paradoxalement, cet associationnisme loin de révéler une identité clairement affirmée souligne l'antagonisme entre catalanisme et républicanisme.

## **1.2. Catalanisme et républicanisme : deux pôles opposés qui ne facilitent pas l'émergence d'une identité catalane**

C'est au travers des associations implantées dans le sud de la France que nous avons pu suivre le combat que se livrent les tenants de ces identités.

À priori, le Centro Español de Perpignan ou la Colònia de Béziers n'ont, comme leur nom l'indique, que peu de rapports avec la communauté catalane. Et pourtant ! Le Centro Español recrute l'essentiel de ses adhérents, pour des raisons frontalières évidentes parmi des Catalans. La plupart de ses dirigeants sont des commerçants ou des artisans catalans et les colonnes de son bulletin proposent des publicités d'entreprises à consonance clairement catalane. Quant à la Colònia de Béziers, les procès verbaux de réunions du conseil d'administration révèlent que les discussions se font en catalan, ce qui suscite la critique des membres qui ne le parlent pas<sup>6</sup>. Voilà pourquoi ces deux associations qui regroupent en leur sein des sociétés mutuelles et des centres de loisirs aux effectifs élevés peuvent être annexées à l'étude de l'associationnisme catalan.

Néanmoins, les Catalans disposent également de centres strictement nationaux. On en trouve mention à Perpignan, Toulouse, Marseille, Béziers, Paris sous l'appellation de Casal ou Centre catalan<sup>7</sup>.

Les premiers comme les seconds transposent sur le territoire français des modèles<sup>8</sup> venus du Principat. Dans un pays où l'Etat trop faible n'est pas en mesure de se transformer en Etat social, ce sont les associations et partis politiques qui se chargent de l'éducation, de l'hygiène, de la santé de leurs membres. Ainsi la mouvance républicaine sous l'influence d'Alexandre Lerroux est à l'initiative d'écoles du soir, de dispensaires, de mutuelles, de centres de loisirs. Les catalanistes se dotent de sociétés excursionnistes aux préoccupations hygiénistes et nationalistes, développent le folklore musical au travers des chœurs d'Anselm Clavé ou de l'Orfeo Català, assurent des loisirs récréatifs dans les *centres d'esbarjo*, les centres anarchistes se préoccupent de l'alphabétisation et de la formation culturelle de leurs adhérents. Dans tous ces ateneos, centros, casals, la politique n'est jamais absente et la concurrence vive. Mais ils ont un atout considérable : n'étant pas étatiques, ils peuvent être exportés hors de leur terre d'origine. Ainsi, le centro perpignanais annonce-t-il clairement son républicanisme par

<sup>6</sup> *Archives de la colònia de Béziers*. Cahier des procès verbaux.

<sup>7</sup> Il existe déjà des centres catalans avant la Première Guerre mondiale, en particulier à Paris, mais très élitistes, ils n'ont qu'une influence limitée sur la communauté immigrée. C'est après la Première Guerre mondiale qu'ils commencent à devenir des athénées populaires qui joueront un rôle de premier plan dans la construction d'un réseau catalaniste et républicain, à l'égal du Centre Catalan de Marseille qui se perpétue de nos jours.

<sup>8</sup> MAURICE, Jacques. « La sociabilité dans l'Espagne contemporaine : considérations préliminaires », *Clases populares, cultura, educación, siglos XIX y XX*. Jean-Louis Guereña, Alejandro Tiana Ferrer. éd. Madrid : Casa de Velázquez, 1989, et SOLA, Pere. *Els ateneus obrers i la cultura popular a Barcelona (1900-1939)*. *L'ateneu enciclopèdic popular*. Barcelona : La Magrana, 1978.

sa bannière qui, dès 1919, est aux couleurs de la République. L'association se dote de statuts aux préoccupations très proches des athénées républicains : assistance médicale, cours du soir, loisirs culturels... Son succès est tel que sa mutuelle revendique 6500 adhérents dans le seul département des Pyrénées Orientales.

Jusqu'à la venue de Macià, les centres implantés en France s'ignorent ou entrent en concurrence. Le cas roussillonnais est à cet égard exemplaire. À travers les querelles, au début des années 1920, entre le Centro Español et le Casal de Perpignan, on devine le conflit importé de Catalogne entre républicanisme et catalanisme. C'est dans les bulletins du Centro que l'on trouve la trace de ces conflits. Au mois de juillet 1920, on apprend qu'au travers de la Tramontane, le Casal s'est permis une critique ironique contre le Centro, la réplique du président est cinglante :

Comme nous n'avons pas pour habitude au Centro de demander à un nécessaire qui tend sa sébile s'il est Catalan ou Murcien et qu'il nous suffit de savoir qu'il est Espagnol et malheureux, il n'y a pas lieu de développer une polémique avec les professionnels de la chicane<sup>9</sup>.

Au-delà de son aspect polémique, ce texte met l'accent sur l'affrontement de deux nationalismes, le premier à la vocation sociale affirmée revendique un nationalisme espagnoliste alors que le second semble réduit à quelques individus porteurs d'un nationalisme étriqué exempt de toute sensibilité sociale. Il est vrai que nous ne sommes pas très loin de la *Setmana Tràgica* et que l'expérience de la Mancomunitat<sup>10</sup> qui se déroule en Catalogne se fait sous l'égide de la Lliga peu encline à s'investir dans des réformes sociales. En clair, les Catalans du Sud implantés en Roussillon suivent plus volontiers le républicanisme du Centro que le catalanisme du centre catalan local.

Si cela semble confirmé par l'échec de la liste catalaniste présentée deux ans plus tard pour le renouvellement de la direction du Centro, l'affaire se complique autour de la programmation culturelle. Jusqu'en 1922, la production théâtrale est exclusivement catalane avec la prééminence des « classiques » du théâtre catalan tel Àngel Guimera. La direction, forte de son succès électoral de 1922, démet le directeur du théâtre et introduit les œuvres du répertoire espagnol comme les zarzuelas. Il semble que le succès ne soit pas au rendez-vous et que, dès 1924, on revienne à une programmation exclusivement catalane<sup>11</sup>.

On peut en conclure que la communauté catalane du Roussillon n'hésite pas à plébisciter l'œuvre sociale du Centro, mais boude un programme culturel castillan. Si une certaine identité de langue et de culture se dégage dans ses rangs, celle-ci préfère accorder sa confiance aux élites républicaines, plus aptes à défendre ses intérêts économiques et sociaux. La dictature de Primo de Rivera, la dissolution de la Mancomunitat et l'arrivée de Macià vont complètement changer la donne.

---

<sup>9</sup> ADPO 398 Per 1, *Boletín del Centro Español*, n°17 (juillet 1920), p. 4. Ce conflit est l'écho des luttes qui opposent au début du siècle la Lliga (parti catalaniste de droite) et le républicanisme centraliste de Lerroux qui fait de lui un supposé danger révolutionnaire. Suivi un temps par le peuple de Barcelone, celui-ci s'en détourne en raison de son attitude au cours de la *Setmana Tràgica* de 1909.

<sup>10</sup> La Mancomunitat fut la première expérience autonome de Catalogne sous la direction de Prat de la Riba. Elle regroupait les 4 provinces (diputacions) catalanes. Elle fonctionna de 1914 à 1925, date à laquelle elle fut dissoute par Primo de Rivera.

<sup>11</sup> ADPO 398 Per 1 *Boletín del Centro Español* n°23 (mars 1922) et n°30 (avril 1924).

### 1.3. La synthèse catalano-republicaine de Macià et ses conséquences

Depuis 1923, Primo de Rivera traque sans distinction les catalanistes, les communistes, les anarchistes<sup>12</sup>. Le colonel Macià, après avoir un temps adhéré à la Lliga, se rapproche des républicains et fonde, en 1922, « Estat Català ». En raison de son radicalisme, un mandat d'arrêt est lancé contre lui et il se réfugie en France en octobre 1923. D'abord installé à Perpignan, son activisme inquiète et il est éloigné de la zone frontrière en novembre. C'est à partir de Bois Colombes qu'il va préparer le complot de Prats de Mollo.

La place occupée par ce complot est particulière. Certes comme beaucoup de pronunciamientos, il échoue militairement, mais les conséquences de son succès politique sont au cœur de la construction de l'identité catalano-républicaine et méritent qu'on s'y attarde.

Macià bénéficie d'un contexte hexagonal et international favorable. L'arrivée en France du cartel des Gauches desserre le contrôle sur les activités des exilés. Macià le mettra à profit pour organiser et entraîner militairement sur le territoire français ses troupes, composées de jeunes gens, très motivés, à défaut d'être disciplinés. Journaux, centres catalans nouveaux ou anciens servent de relais politiques<sup>13</sup>. L'argent vient des communautés américaines. En 1924, Paris accueille la Ligue des petites nations opprimées à laquelle Macià fait adhérer la Catalogne, lui conférant ainsi une visibilité internationale. Surtout le bouillant colonel prend langue avec les courants les plus radicaux du mouvement ouvrier catalan, préparant ainsi la synthèse catalano-républicaine.

Le complot est vite éventé, en raison de l'infiltration d'un agent de Mussolini, Riccotti Garibaldi, qui espère ainsi éviter tout rapprochement entre la diplomatie française et espagnole. Les insurgés sont arrêtés à Prats de Mollo. Mais l'échec militaire s'accompagne pour Macià d'un véritable succès politique. Faiblement condamné par la justice française, il acquiert une stature de héros de la cause catalane. Non seulement le problème catalan est reconnu au niveau international, mais les contacts noués avec les forces populaires les plus radicales de la Catalogne préparent le succès du front républicain en Espagne. En France même, les immigrés catalans, fiers de l'audience obtenue par « l'avi »<sup>14</sup> et de ses prises de position républicaines n'ont plus à surmonter la contradiction entre identité républicaine et identité catalane et se rallient majoritairement à un catalanisme républicain comme on pourra le vérifier durant la guerre d'Espagne.

En effet, les associations du sud de la France vont apporter un soutien massif aux populations civiles de la zone républicaine sous forme de collectes de vivres, de vêtements, de mise à disposition de locaux pour accueillir des colonies d'enfants, indice indiscutable de l'empathie de la colonie catalane avec la Catalogne républicaine<sup>15</sup>. Malgré le silence postérieur des réfugiés, tant individuellement que collectivement, la

<sup>12</sup> GONZALEZ CALLEJA, Eduardo. « Emigración e insurgencia. El catalanismo radical entre Francia y España (1922-1931) », in *Les Exils Catalans en France, op. cit.*, p. 92 et PIGENET, Phryné. « La identidad catalana en Francia del último tercio del siglo XIX a la derrota republicana :¿Afirmación, disolución o evolución ? » in LLOMBART HUESCA, Maria ed. *Identidades de España en Francia Un siglo de exilios y migraciones (1880-2000)*. Granada : Comares Historia, 2012, p. 67- 79.

<sup>13</sup> ADPO 1M592. La surveillance des activités du colonel Macià conduit les fonctionnaires roussillonnais à s'intéresser aux publications catalanes et à leur réseau de diffusion.

<sup>14</sup> C'est le surnom familial donné au colonel Macià.

<sup>15</sup> *Archives du Centro Español*, registre des procès verbaux de réunion du 29 mai 1937 au 2 décembre 1939 et fascicule réalisé en hommage au docteur Juan Rigal qui fut une des chevilles ouvrières de la colònia d'enfants.

communauté catalane de France se mobilise pour venir au secours de ses frères espagnols, payant parfois un très lourd tribut à la solidarité, à l'exemple du Centro de Perpignan qui perdra pendant près de 10 ans l'usage de ses locaux<sup>16</sup>.

L'identité catalane et républicaine est majoritaire, assurément, mais non unanime. Outre les réserves de certains à l'égard de l'œuvre de solidarité, tel le directeur de la mutuelle des PO qui est prêt à intenter un procès au directeur du Centro qu'il accuse de dilapider, au nom de la solidarité, l'argent des mutualistes, le catalanisme peut aussi prendre des formes ouvertement franquistes. Francesc Cambó mettra son carnet d'adresses au service des généraux rebelles pour lever des fonds en France, tandis que Josep Bertran i Musitu, ex ministre de la Lliga, met sur pied un service d'espionnage antirépublicain en Andorre avec des ramifications en France. Réalistes, les nationalistes rebelles laisseront diffuser, pour la durée de la guerre civile, leur propagande en langue catalane sur les antennes de Radio Verdad et iront jusqu'à intimider les commerçants catalans qui ne les soutiennent pas<sup>17</sup>.

Cette première période s'achève par la victoire de Franco et l'entrée en France d'environ 100 000 républicains catalans. Face à la répression de la dictature contre tout ce qui est républicain et catalan, ceux qui se sont exilés ont pour mission de maintenir une identité catalano-républicaine hors de Catalogne, en attendant le retour à la terre natale.

## **2. Le Maintien de l'identité : un double défi culturel et politique**

### **2.1. Un contexte totalement nouveau**

Malgré des retours importants pendant et après la guerre mondiale, la communauté catalane de France connaît un accroissement numérique considérable en raison de l'exode républicain. On peut évaluer le nombre de réfugiés catalans restés en France entre 16 à 20% de l'exil espagnol soit de 20 à 26 000 personnes. Non seulement leur nombre les rend plus visibles, mais, loin de l'anonymat de leurs prédécesseurs, ils sont rentrés avec leurs institutions, leurs représentants politiques, syndicaux ou associatifs et un grand nombre d'intellectuels issus de tout le spectre universitaire et artistique.

Pendant ce temps, le régime franquiste détruit toute velléité de reconnaissance nationale autre qu'espagnole. La Catalogne est particulièrement visée : on éradique tout ce qui dans un passé récent ou ancien peut être un rappel de l'identité catalane. Les rues sont débaptisées, l'usage du catalan interdit, toute publication en langue catalane censurée, ses élites persécutées. Franco n'oublie pas que la Catalogne a joué un rôle important dans la proclamation de la Seconde République et dans l'échec du soulèvement militaire. La double peine infligée à la Catalogne parce que républicaine et anti centraliste donne une responsabilité particulière aux réfugiés catalans. Chargés désormais de défendre hors du territoire la langue et la culture martyrisée, ils n'en restent pas moins des exilés républicains face à un ennemi commun et doivent aussi s'impliquer dans ce combat. Reste à savoir comment, avec qui et jusqu'où ils pourront maintenir une identité à la fois politique et culturelle alors que la longueur de l'exil émousse l'énergie des plus enthousiastes et oblige de gré ou de force à se reconstruire hors du terreau natal.

---

<sup>16</sup> Au profit de la Croix Rouge française, après l'arrivée du maréchal Pétain au pouvoir.

<sup>17</sup> *ADHG* 2273 144, lettre du Consul d'Espagne au Préfet de la Haute Garonne du 1er mars 1937 et *Archives de la Préfecture de Police de Paris* (APPP) 205, dossier sur les Amis de l'Espagne nationale.



## 2.2. La stratégie identitaire de ses porte-paroles : maintien, création et exhibition hors du cercle communautaire

Au sortir du conflit mondial, l'identité partagée de ces exilés s'exprime au travers du maintien de la langue, du dynamisme de son mouvement associatif, de la publication de revues et journaux en langue catalane. Ses porte-paroles n'hésitent pas à exhiber hors du cercle communautaire une culture qui avait déjà conquis ces lettres de noblesse par le passé, mais qui peut aussi revendiquer une culture de création portée par des artistes et des écrivains exilés.

L'usage privé de la langue vernaculaire est le premier critère d'identité. Son maintien est lié à plusieurs conditions. La première est l'endogamie. Les couples mixtes catalans-français ou catalans-espagnols pouvaient être un obstacle à ce maintien et à la transmission à la génération suivante. Les entretiens menés et l'expérience vécue montrent que la disparition du catalan, y compris dans les mariages mixtes est très rare, surtout si le conjoint catalan fréquente régulièrement des associations catalanes ou appartient à un réseau d'amis catalans. En revanche la transmission à la génération suivante est plus aléatoire, indice de la forte assimilation de cette génération.

C'est au travers des associations que se manifeste le maintien de la langue et de la culture. Celles-ci sont sans commune mesure avec les organisations de la période précédente tant quantitativement que qualitativement. En dehors d'une organisation prestigieuse comme « *Cultura Catalana* »<sup>18</sup>, regroupant toute l'intelligentsia catalane de France, 19 casals<sup>19</sup> ont été recensés en 1946, dispersés sur le territoire français partout où existaient des concentrations de Catalans. Certains revendiquaient des centaines d'adhérents tels les Casals de Perpignan, de Toulouse, de Marseille ou de Paris. Leur nombre ainsi que celui de leurs adhérents va rapidement diminuer, mais il en reste encore 4 au début des années 1970, sans compter les instituts sardanistes nés de leurs nombreuses scissions. Si tous n'affichent pas des programmes réguliers, les plus durables proposent des activités récréatives et culturelles multiples – dont le théâtre et les conférences – qui favorisent le maintien de la culture d'origine.

À cet activisme régulier à destination interne s'ajoutent quelques manifestations de prestige qui visent à trouver un écho au-delà de la communauté nationale. Quelques exemples nous permettent de comprendre les objectifs recherchés.

Ainsi les Jeux Floraux<sup>20</sup>, grande manifestation pan catalaniste, qui se tiendront trois fois à Paris, deux fois à Perpignan et une fois à Toulouse et Marseille sont l'occasion de réserver des lieux prestigieux comme la Sorbonne, de proposer des sièges d'invités d'honneur à des recteurs, des écrivains, des préfets voire parfois à des ministres, de recevoir un prix spécial du président de la République Française. C'est au sortir de la guerre, lorsque séjournent encore en France nombre d'intellectuels qui ne sont pas encore partis en Amérique ou retournés en Espagne, que les initiatives de *Cultura Catalana* rencontrent le plus grand écho. En 1945, elle est à l'initiative de la commémoration du centième anniversaire de Jacint Verdaguer, elle participe aux hommages rendus à Paul Langevin et Romain Rolland. Elle organise des concerts de musique classique, des expositions collectives de peintres catalans. Avec la complicité des autorités françaises locales, les temps sont également propices à l'érection de stèles,

<sup>18</sup> *Centre d'Història Contemporània de Catalunya (CHCC) Memòria de Cultura catalana de 1948*. Voir aussi SAURET, Joan. *L'Exili polític català a França*, Barcelone, Aymà, 1979 et LLOMBART HUESCA, Maria. *Les exilés catalans en France. Histoire d'une résistance culturelle 1939-1959*. Saint Denis : Travaux et Documents n°33 (2006).

<sup>19</sup> *Butlletí de la Generalitat* n°13.

<sup>20</sup> CHCC Dossier Jeux Floraux.

de plaques, de monuments aux grands noms de la culture et de la politique catalane, conçus comme autant de lieux de mémoire de la communauté exilée dans le département très catalan des Pyrénées Orientales. Après la disparition de *Cultura Catalana*, le Casal de Paris, plus modestement, prendra le relai. Ainsi, en prévision de la commémoration, voulue exceptionnelle, du 15<sup>ème</sup> anniversaire du 19 juillet 1936, le Casal de Paris s'assure la collaboration d'Octavio Paz, de Claude Aveline, d'Albert Camus, de Jean Cassou et de Jean-Paul Sartre. Le festival de la sardane du 15 juin 1957 allie, au Palais de Chaillot, danses, poésies, musiques et chants. Pour la circonstance, l'association parisienne jouit du soutien de grands noms de la culture hexagonale tels Armand Lanoux ou Gisèle Casadessus<sup>21</sup>. Les casals provinciaux recherchent, eux, des soutiens auprès des Félibres ou des Occitans. Les *Aplecs* de Sardane furent les manifestations les plus spectaculaires, les plus régulières et les plus ouvertes à un large public<sup>22</sup>.

Dans les années 1960, le renouveau de la culture en Catalogne s'accompagne de l'apparition de nouveaux acteurs. Ainsi *Omnium Cultural*<sup>23</sup> ou la section jeune du *Casal* de Paris apportent de nouvelles formes d'expression et réactivent le sentiment d'appartenance. Les journées du livre, à l'initiative des responsables jeunes de l'association parisienne, se font l'écho de l'opposition culturelle en Catalogne, mais tiennent aussi à diffuser les œuvres d'auteurs exilés. Une nouvelle maison d'édition, « Les éditions catalanes de Paris », fondées par Albert Manent, Josep Benet, Jordi Pujol et relayées en France par deux jeunes responsables du casal parisien, Romà Planas et Angelí Castanyer, propose un catalogue d'ouvrages à fort contenu politique et social qui contourne la censure franquiste et donne l'occasion à un nouveau public de se réapproprier son histoire.

Le festival Raimon à la Mutualité témoigne de la vitalité, mais aussi des évolutions identitaires de la communauté catalane de France. Fruit de la collaboration d'*Omnium* avec une partie des organisations de l'exil, il permet à un public catalan et français de découvrir celui qui, devenu un des chefs de file de la *Nova Cançó Catalana*, vient de remporter le prix de la chanson méditerranéenne. Dans la lancée, Raimon est invité dans les médias français à une heure de grande écoute. Mais derrière ce succès commencent à apparaître les premières fractures entre identité culturelle et politique. Antifranquiste indubitablement cette manifestation ne partage pas unanimement le républicanisme de la majorité des exilés et irrite les tarradellistes du Casal de Paris qui ne s'y associent pas. Josep Pamiès<sup>24</sup>, chargé de la présentation du jeune chanteur, m'a confié qu'il avait eu un accrochage avec ce dernier en raison de la teneur trop ouvertement politique de son discours.

Si, malgré la longueur de l'exil, Les leaders communautaires ont pu s'enorgueillir d'avoir réussi à conserver le sentiment d'appartenance national au sein de la population catalane exilée et contribué à créer des liens avec le renouveau culturel catalan, ils n'ont pu empêcher un métissage inéluctable avec la culture du pays d'accueil et leur combat politique pour la république a dû accepter de composer avec un républicanisme centraliste.

---

<sup>21</sup> *Archives privées du Casal de Catalunya de Paris.*

<sup>22</sup> *Archives privées du Casal Catala de Toulouse.*

<sup>23</sup> *Archives privées d'Omnium Cultural de Paris.*

<sup>24</sup> Entretien avec Josep Pamiès, Paris, 5 juillet 1999.

### 2.3. Une identité en concurrence

Ceux qui sont restés en France ne peuvent oublier ni ce qu'ils doivent au régime républicain, ni les raisons de leur exil. Contrairement aux Basques qui sont majoritairement Basques plus que républicains, la communauté catalane de l'exil est dans son écrasante majorité catalane et républicaine. Leur éphéméride en témoigne. Certes les organisations catalanes commémorent le 11 septembre (perte des libertés catalanes), mais ils n'oublient ni le 14 avril (naissance de la 2<sup>de</sup> république), ni le 19 juillet (écrasement de l'insurrection militaire en Catalogne). Bien sûr ces dates peuvent avoir un fort contenu catalaniste. N'oublions pas que le premier à avoir proclamé la République est Companys. Quant à la date du 19 juillet, elle est un rappel du rôle joué par la population catalane dans l'échec de l'insurrection militaire pour ceux qui ont accusé la Catalogne de défaitisme. Année après année, tant dans leurs associations que dans les colonnes de leurs journaux, ils tiennent à rappeler ce que la République leur doit et ce qu'eux doivent à la République. Les deux sont intrinsèquement liés. Aussi n'hésitent-ils pas à conférer un caractère très solennel à ces cérémonies. Le dépôt d'une gerbe à l'Arc de Triomphe avec la bannière déployée de la Légion des Volontaires Catalans de la Grande Guerre est à la fois un rappel du rôle joué par les Catalans aux côtés de la France en 1914, voire dans la Résistance, et un moyen d'associer le républicanisme catalan au républicanisme français en jouant sur les dates des 14 et 19 juillet. Ils ne rechignent pas non plus à s'associer à l'ensemble de l'exil pour célébrer la République Espagnole et y envoient volontiers leurs dirigeants politiques.

Néanmoins association n'est pas sujétion comme en témoigne l'éventail politique catalan. Passons sur ERC qui est un parti exclusivement catalan, mais que dire du PSUC (Partit Socialista Unificat de Catalunya) et du MSC (Moviment Socialista de Catalunya). Ils ne s'appellent pas parti communiste ou PSOE, mais veulent conserver leur propre appellation et leur autonomie à l'égard du grand frère castillan... et ils y parviennent. Leurs journaux paraissent en langue catalane et malgré la volonté des partis nationaux, ils échappent à leur tutelle. Prenons l'exemple du PSUC. Il parvient en 1939 à devenir membre à part entière de la III<sup>e</sup> Internationale alors que les statuts ne prévoyaient de l'accorder qu'à un membre par pays. L'exclusion de Comorera n'y changera rien : l'activisme communiste en Catalogne dès les années 50 obligeant la direction centrale à accepter l'autonomie du parti catalan. Les syndicats eux-mêmes n'échappent pas à l'affirmation d'une personnalité collective catalane. Les anarchistes, au nom de l'internationalisme prolétarien refusent a priori toute distinction nationale. Cela n'empêchera pas des libertaires catalans de fonder en France une revue catalane *Terra Lliure*<sup>25</sup>, de constituer des troupes de théâtre catalan, de participer aux différents casals ou à des initiatives comme la Journée du Livre.

On le voit : l'identité catalane pour républicaine qu'elle soit ne se dilue pas dans l'identité espagnole exilée. Son combat contre l'intégration au pays d'accueil est plus difficile.

La durée de l'exil est une dimension qu'il ne faut jamais oublier. Nous sommes face à un exil essentiellement populaire qui a dû s'insérer socialement. Naissent ainsi d'autres identités qui entrent en concurrence avec l'identité collective catalane ou espagnole. Reste que longtemps, un nombre non négligeable de réfugiés éviteront la naturalisation. Ceux qui décident de franchir le pas le font plus par nécessité matérielle – nécessités professionnelles, accès à des prestations uniquement versées à des Français... – que par conviction. Après la mort de Franco et le rétablissement des

---

<sup>25</sup> Ce bulletin sera publié avec quelques interruptions de 1950 à 1980.

libertés en Espagne, la décision de leur retirer la carte d'apatride provoquera le désarroi des 20 000 titulaires qui y voyaient encore un symbole moral et politique<sup>26</sup>.

Aussi pour la première génération, mieux vaut parler d'une identité de métissage<sup>27</sup>. Nous en avons quelques exemples au travers des activités des *casals* qui sont normalement les lieux où s'exprime le mieux l'identité catalane. Quelques fêtes rythment le calendrier de ces associations. Si la *castanyada* et les *panellets*, typiquement catalans, restent un des succès de fréquentation de ces associations, d'autres connaissent également une certaine affluence, mais au prix d'une adaptation à la culture du pays d'accueil. Deux cas sont exemplaires : l'épiphanie et la fête des mères. En Espagne la distribution des jouets aux enfants était associée aux Rois Mages. Après leur arrivée en France, les parents vont adapter leurs comportements au pays d'accueil et très vite le Père Noël prend le relais. Cependant dans les casals, on perpétue la tradition en offrant un goûter aux enfants et parfois en leur proposant un petit spectacle voire une distribution de jouets. Mais, rapidement la tradition de la galette des rois pour l'épiphanie se substitue à la fête des enfants. La date est toujours honorée, mais a complètement changé de sens. Seule reste la convivialité de la galette partagée. La fête des mères est un autre cas de figure. Jusqu'au milieu des années 1960, l'Espagne rend hommage aux mères le 8 décembre. Le caractère religieux de cette fête est clairement affiché. Dans les casals, elle devient une célébration annuelle au mois de mai. Une fois de plus c'est la date française qui s'impose. Cependant la manière d'honorer les mères garde un caractère très patriotique. Outre l'offre de fleurs aux mères de l'association, la journée s'accompagne le plus souvent de lectures de poèmes en leur honneur avec pour arrière fond la nostalgie de la mère patrie.

Incapables d'attirer la seconde génération fortement assimilée au pays d'accueil d'un côté, trop marqués par leurs origines républicaines de l'autre, les casals de France auront du mal à s'adapter au nouveau contexte catalan et après être devenus un club du 3<sup>ème</sup> âge, finissent par s'étioler, faute de véritable renouvellement. La disparition ou la transformation de ces associations met-elle un point final au maintien d'une identité spécifique et que reste-t-il aujourd'hui de cette identité dans les générations qui leur ont succédé ?

En guise de conclusion je donnerai une réponse provisoire qui mériterait d'être affinée à partir de plus amples enquêtes. La seconde génération, voire la troisième continue à revendiquer des origines plus républicaines que catalanes. Encore que...

Ces générations ont fait leurs études en France et ont acquis la mémoire collective transmise par la société d'accueil. Or, quand celle-ci évoque l'Espagne, elle se réfère à l'expérience républicaine dans son ensemble. Mémoire privée et publique se rejoignent et participent à la valorisation de l'identité républicaine espagnole qui est rarement cachée ou méprisée. Jusqu'à présent l'identité catalane était plus brouillée. Le régionalisme a toujours été minoritaire dans une France acquise depuis longtemps au centralisme. Mais les choses évoluent. L'autonomisme, la décentralisation reviennent à la mode d'une part et d'autre part la représentation de la Catalogne a changé. Elle intrigue par sa modernité et par ses prises de position indépendantistes. Aussi a-t-elle acquis une plus grande visibilité qui peut déboucher sur une affirmation renouvelée de l'identité catalane en France.

*Centre d'études catalanes de l'université Paris-Sorbonne*  
21 11 2016

---

<sup>26</sup> VINYES ESPIN, Joaquim. *Catalanitat i republicanisme. Recull de cartes adreçades a periòdics catalans 1978-1979*. Decines, mémoire non publié, 1984.

<sup>27</sup> SCHNAPPER, Dominique. *Qu'est ce que l'intégration ?*. Paris : Gallimard, 2007, p. 68.